

## Bulletin d'histoire politique

# « Au service des étudiants et de la nation » L'internationalisation de l'Union générale des étudiants du Québec (1964-1969)

Jean Lamarre



Volume 16, Number 2, Winter 2008

Les mouvements étudiants des années 1960

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1056136ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1056136ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique  
Lux Éditeur

### ISSN

1201-0421 (print)  
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Lamarre, J. (2008). « Au service des étudiants et de la nation » :  
L'internationalisation de l'Union générale des étudiants du Québec (1964-1969).  
*Bulletin d'histoire politique*, 16(2), 53–73. <https://doi.org/10.7202/1056136ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

« Au service des étudiants et de la nation \* »  
L'internationalisation de l'Union générale des  
étudiants du Québec (1964-1969)

JEAN LAMARRE  
*Département d'histoire*  
*Collège militaire royal du Canada*

INTRODUCTION

Dès la création de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) en 1964, les délégués au congrès de fondation accordent une importance marquée aux questions internationales. Non seulement la charte que se donnent les membres fondateurs en fait-elle largement état, mais le nombre des résolutions à portée internationale adoptées lors de ce congrès consacre l'importance de ce dossier aux yeux des délégués. De plus, ces représentants confient le mandat au premier exécutif de produire un Livre blanc sur l'internationalisation de l'UGEQ. L'attention portée aux questions internationales par une organisation syndicale étudiante naissante soulève certaines questions : pourquoi cet intérêt alors que la nouvelle organisation ne s'est pas encore imposée sur la scène nationale et n'a pas encore posé de gestes concrets ayant pour but de se donner une crédibilité aux yeux des étudiants québécois qu'elle veut représenter et défendre? Les délégués entretenaient-ils des ambitions qui transcendaient les intérêts spécifiques des étudiants, entrevoyaient-ils une mission particulière, voire providentielle pour l'UGEQ sur la scène internationale, voyaient-ils dans le Québec des années 1960 et leur représentant

---

\*. Il s'agit du thème du congrès de fondation de l'UGEQ. Nous tenons à remercier nos assistants de recherche, Gilles McMillan et Philippe Petitpas, étudiants au doctorat en histoire à l'Université de Montréal.

national étudiant des particularités qui en feraient un joueur de première importance dans la construction d'une unité étudiante internationale ? L'analyse du contenu de ce Livre blanc, de même que la mise en perspective des principaux dossiers internationaux qui ont retenu l'attention de l'UGEQ, permettent de mieux comprendre l'intérêt de ce nouveau syndicat étudiant envers la réalité internationale.

## LA CRÉATION DE L'UGEQ

Dans la foulée de la Révolution tranquille qui s'amorce au début des années 1960 et d'une plus grande ouverture sur le monde, le mouvement étudiant québécois subit une profonde mutation<sup>1</sup>. Du corporatisme qui l'avait caractérisé jusque-là, le mouvement étudiant emboîte le pas à d'autres mouvements occidentaux pour orienter son action vers un syndicalisme critique, revendicateur et militant. Dans un contexte marqué par un fort sentiment nationaliste et autonomiste, les dirigeants étudiants québécois remettent en question leur adhésion à la centrale étudiante canadienne, la Fédération nationale des étudiants universitaires du Canada (FNEUC), une organisation anglophone jugée peu combattive et loin des préoccupations des étudiants québécois<sup>2</sup>. En août 1962, à l'instigation des membres de la Presse étudiante nationale (PEN<sup>3</sup>), des démarches sont entreprises par les associations universitaires québécoises pour se désaffilier de la FNEUC et pour créer une organisation étudiante francophone, nationaliste et ouverte à la réalité internationale.

À la suite d'une année marquée par un vaste mouvement de regroupement d'associations étudiantes de toute nature<sup>4</sup>, l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) organise en mars 1963, une journée syndicale au cours de laquelle un comité provisoire est mis sur pied afin d'entamer des démarches menant à la création d'une nouvelle organisation étudiante francophone<sup>5</sup>. Ce comité convoque les dirigeants étudiants du 12 au 15 novembre 1964 à Montréal à un congrès au cours duquel est officiellement fondée l'UGEQ, la première organisation étudiante nationale au Québec.

La charte que se donnent les délégués définit d'abord l'UGEQ comme un syndicat étudiant laïc, démocratique et rejetant toute affiliation politique (art. 1). L'union fait sienne la Déclaration des droits et devoirs des étudiants du Québec ainsi que la Charte de Grenoble, établie par des étudiants français en 1946 et adoptée en 1961 par l'AGEUM, qui définit l'étudiant non plus comme un être privilégié mais bien comme un « jeune travailleur intellectuel » (art. 2). Elle adopte le syndicalisme étudiant comme principe directeur

de toute sa pensée et de son action (art. 3) et se donne comme objectif de stimuler chez l'étudiant une prise de conscience de ses responsabilités sociales et politiques. Enfin, elle fait de la participation étudiante aux affaires académiques et de la démocratisation de l'éducation par la gratuité scolaire ses principales revendications<sup>6</sup>.

La charte accorde une importance considérable à la question internationale. Trois des huit articles du document s'y rapportent spécifiquement. L'article 6 stipule que l'UGEQ préconise une pensée et une action qui, partant d'un nationalisme sain et positif, se tournent vers les problèmes internationaux dans l'espoir de contribuer à l'établissement d'un ordre nouveau de collaboration sans distinction de race, de langue ou de croyance<sup>7</sup>. L'article 7 précise que l'Union favorise l'établissement de la paix dans le monde et souhaite y parvenir par l'abolition de toute forme d'impérialisme, de colonialisme et de discrimination. Enfin, l'article 8 indique que l'UGEQ appuie la Déclaration universelle des droits de l'Homme des Nations Unies. L'Union se définit donc comme une organisation syndicale au service des étudiants et de la nation québécoise, mais aussi nationaliste, pacifiste, humaniste, anti-impérialiste et tiers-mondiste.

Des dix-neuf résolutions adoptées lors de ce congrès<sup>8</sup>, sept, soit plus du tiers, touchent la réalité internationale. Il est convenu que l'UGEQ crée une commission afin de suggérer au mouvement étudiant des façons de contribuer à la coopération internationale. Les délégués s'entendent également pour que l'Union adhère à la Confédération internationale pour le désarmement et la paix. Ils refusent toutefois de joindre les rangs des deux centrales étudiantes internationales, soit l'Union internationale des étudiants (UIE) et la Conférence internationale des étudiants (CIE), jugées trop alignées sur les principaux protagonistes de la guerre froide, l'URSS et les États-Unis, mais de chercher plutôt à y obtenir le statut de membre associé<sup>9</sup>. Enfin, les délégués conviennent que l'UGEQ entretienne des relations étroites avec les étudiants du tiers-monde.

Enfin, les délégués créent un Bureau des affaires internationales dont ils confient la direction à Daniel Latouche, qui deviendra au congrès suivant le premier vice-président aux Affaires internationales jusqu'à sa démission en septembre 1966<sup>10</sup>. Il reçoit le mandat de rédiger un Livre blanc sur l'internationalisation de l'UGEQ qui devra présenter aux membres une analyse de la situation internationale et préciser les principes de base afin de définir la personnalité et le rôle que l'UGEQ jouera sur la scène internationale<sup>11</sup>.

Ce Livre blanc, de loin le plus élaboré qu'ait jamais produit l'UGEQ, constitue un document fondateur dont l'analyse permet de mieux comprendre l'intérêt pour les questions internationales et de lever le voile sur

les intentions du mouvement étudiant organisé dans les années 1960 au Québec<sup>12</sup>.

## LE LIVRE BLANC

Ce Livre blanc est rendu public en septembre 1965, soit un peu moins d'un an après le congrès de fondation et deux mois avant la tenue de ce qui est convenu d'appeler le premier congrès de l'UGEQ qui a lieu à Québec du 29 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1965<sup>13</sup>. Le document est présenté et entériné par les délégués lors de ce congrès<sup>14</sup>. Il s'agit d'un document de près d'une centaine de pages qui fait le suivi des résolutions adoptées lors du congrès de fondation<sup>15</sup>. Mais surtout, le document présente une vue détaillée de la problématique internationale étudiante aux membres de l'UGEQ afin que l'Union puisse se définir, se situer idéologiquement sur la scène internationale et intervenir, soit pour faire valoir les intérêts du Québec, soit pour défendre les grands principes de paix et d'entraide internationale qu'elle promeut. Là où le Livre blanc est particulièrement révélateur, c'est dans la définition qu'il donne du Québec et de la personnalité de l'UGEQ, dans les projets concrets qu'il propose pour établir la crédibilité du syndicat, dans la définition du rôle tout à fait unique que l'UGEQ se voit jouer sur la scène mondiale et dans la stratégie mise de l'avant afin d'insérer la réalité politique du Québec au sein de la réalité internationale des années 1960.

Dès le départ, le Livre blanc inscrit l'UGEQ au cœur du mouvement étudiant international. N'échappant pas à la dynamique de la « guerre froide », le monde étudiant est divisé lui aussi à cette époque en deux blocs, représenté d'une part par l'UIE, enlignée sur le Kremlin, et par la CIE, favorable à la position américaine. Le document est critique envers les deux centrales étudiantes, notamment l'approche et l'analyse biaisée et réductrice à laquelle elles procèdent qui font obstacle à toute possibilité à court terme de pouvoir atteindre l'objectif ultime que se fixe l'UGEQ, soit de rétablir l'unité internationale du monde étudiant<sup>16</sup>. Le Livre blanc souligne que les centrales internationales reconnaissent la FNEUC comme la seule union représentant les étudiants canadiens et propose donc que l'UGEQ fasse des représentations auprès des unions nationales membres des deux centrales pour les convaincre du statut particulier du Québec et les amener à faire pression auprès des centrales pour que l'UGEQ obtienne le statut de membre-associé.

Et dès sa première année d'existence, l'UGEQ entreprend des démarches officielles auprès des deux centrales. En 1965, un des vice-présidents de l'UIE est invité à Montréal pour rencontrer des représentants de l'UGEQ et quelques semaines plus tard, l'UIE invite Daniel Latouche, vice-président

aux Affaires internationales de l'UGEQ, au siège social de l'UIE à Prague pour poursuivre les discussions. De son côté, la CIE invite Latouche à participer à titre de conférencier à un séminaire d'études internationales qui a eu lieu du 13 juillet au 24 août 1965 à Berg en Dal, en Hollande<sup>17</sup>. Si bien qu'en quelques mois, l'UGEQ a réussi à signaler son existence aux deux centrales qui, selon le document, semblent toutes deux ouvertes à l'idée de donner à l'Union un statut de membre-associé et, éventuellement, de la reconnaître comme une union nationale<sup>18</sup>.

Les décisions entérinées lors du congrès de fondation ne sont pas toutes mises en œuvre avec le même succès. Comme convenu, l'UGEQ crée durant sa première année d'existence un Bureau des affaires internationales et adhère à la Confédération internationale pour le désarmement et la paix<sup>19</sup>. Mais dès 1966, le Bureau des affaires internationales disparaît, faute de volontaires. L'exécutif qui dit déjà s'inquiéter du peu d'intérêt des étudiants pour les questions internationales<sup>20</sup> encourage plutôt la collaboration individuelle. Quant à l'adhésion de l'UGEQ à la Confédération pour le désarmement et la paix, sa participation se limite à recevoir de la documentation sans qu'elle juge bon de s'impliquer dans des projets concrets<sup>21</sup>.

Par ailleurs, l'UGEQ pose des gestes concrets dans sa volonté d'initier des relations étroites avec les étudiants du tiers-monde. Dès février 1965, le syndicat étudiant accueille des étudiants mexicains à Montréal. L'UGEQ reçoit au même moment un groupe de jeunes chanteurs Afro-Américains, les Freedom Singers, qui parcourent le continent nord-américain pour dénoncer la ségrégation raciale aux États-Unis<sup>22</sup>. Par contre, dans certains cas précis, l'exécutif se montre plus tiède dans ses actions. En mars 1965, par exemple, l'exécutif de l'UGEQ accorde son soutien aux étudiants de Madrid et aux forces syndicales libres qui combattent le régime de Franco. Toutefois, lorsqu'un membre de l'exécutif propose d'organiser une manifestation conjointe avec les fédérations membres et les autres forces syndicales du Québec pour démontrer de manière plus concrète l'appui de l'UGEQ aux forces étudiantes et ouvrières espagnoles, la proposition est rejetée par l'exécutif qui propose plutôt un appui symbolique<sup>23</sup>.

L'UGEQ soutient toutefois activement la lutte des Afro-Américains contre la discrimination raciale. En mars 1965, dans le contexte des émeutes raciales et des importantes manifestations antiségrégationnistes qui secouent la société américaine depuis déjà plusieurs mois, l'exécutif de l'UGEQ prend des décisions importantes pour sa reconnaissance future. Les membres donnent leur accord pour organiser le 23 mars une manifestation devant le consulat américain sur la rue McGregor à Montréal en soutien aux Noirs persécutés de la ville de Selma, en Alabama. L'exécutif accepte aussi de faire

parvenir une lettre officielle de protestation à l'administration américaine de Lyndon B. Johnson, la blâmant pour son incapacité à trouver des solutions à long terme. Richard Guay, alors vice-président de l'Union, est nommé l'organisateur en chef de la journée<sup>24</sup>.

La manifestation, qui prend la forme d'un « sit-in » pacifique devant le consulat américain, rassemble entre 2 000 et 4 000 étudiants<sup>25</sup>. Des orateurs se succèdent sur la tribune installée devant le consulat. Jacques Desjardins, le président de l'UGEQ, fait la lecture de la lettre envoyée par l'Union au président américain et dont il remet une copie aux autorités consulaires. Par cette lettre, l'UGEQ exprime « l'indignation des étudiants devant les actes de barbarie qui se sont déroulés récemment en Alabama et particulièrement à Selma » et apporte son appui inconditionnel à la lutte des Noirs américains. Pour l'occasion, la Student Non-Violent Coordinating Committee, l'organisation américaine dirigée par Martin Luther King jr., délègue son directeur de la commission des affaires internationales, James Forman, venu spécialement d'Alabama où se poursuit la marche des Noirs de Selma vers Montgomery, afin de soutenir la manifestation québécoise. Il s'adresse à la foule en français et termine son discours en remerciant les étudiants pour leur soutien en scandant « Vive la solidarité étudiante<sup>26</sup> ». La manifestation est un grand succès. Et comme Richard Guay le souligne au journaliste de *La Presse* Gilles Gariépy, « c'est la première fois que les étudiants membres de syndicats étudiants québécois intervenaient en faveur d'une cause d'ordre international<sup>27</sup> ».

La vaste mobilisation étudiante et la forte solidarité pour la justice raciale qui se manifeste alors chez les étudiants consacrent, selon plusieurs observateurs, la réelle naissance de l'UGEQ<sup>28</sup>. C'est donc par une manifestation visant le gouvernement américain, dénonçant la ségrégation et la discrimination raciales et promouvant des principes égalitaires et humanistes que l'UGEQ acquiert une crédibilité aux yeux de ceux et celles qu'elle veut défendre et auprès de la population.

Si bien que lors de sa première année d'existence, l'UGEQ, guidée par les grands axes d'intervention précisés dans les documents fondateurs, a posé des gestes concrets et a remporté un certain succès dans sa volonté de mobiliser les étudiants sur certains dossiers à portée internationale. L'auteur du Livre blanc constate que les résultats sont minces en regard des mandats accordés à l'exécutif mais souligne que les prochains mois devraient donner des résultats plus tangibles alors que l'orientation du syndicat à ce niveau sera précisée<sup>29</sup>.

## LE QUÉBEC ET L'UGEQ : AU CARREFOUR DE LA RÉALITÉ POLITIQUE INTERNATIONALE

Afin de mieux orienter l'UGEQ dans l'avenir, le Livre blanc présente une analyse de la situation politique du Québec des années 1960, et cherche à définir le statut du Québec dans la réalité multipolaire qui marque le monde en 1965 afin de préciser le rôle que doit y jouer l'UGEQ. Il s'agit ici d'un point central du document où sont élaborées les bases idéologiques sur lesquelles reposent l'argumentation et l'action future de l'Union<sup>30</sup>.

Le document soutient que le Québec constitue une société distincte par sa langue et sa culture, que le Québec est un État et qu'il est investi de pouvoirs lui permettant, dans certains champs spécifiques, d'entrer en relations avec d'autres États. « Dans certains domaines, le Québec est souverain, dans d'autres il ne l'est pas encore<sup>31</sup>. » C'est là, selon le document, « la caractéristique essentielle de la société québécoise de 1965 ; elle cherche à se compléter, à se posséder elle-même, d'où le dynamisme actuel du Québec<sup>32</sup> ».

Le document souligne que « le secteur international n'est pas un secteur nouveau, une nouvelle revendication du Québec. Il est simplement le parachèvement au dernier échelon d'une autodétermination dans certains secteurs ». Toujours selon le document, « il n'existe pas comme telles d'affaires internationales, il n'existe qu'un prolongement international de champs d'actions purement nationaux<sup>33</sup> ».

L'UGEQ considère « que le gouvernement du Québec est le gouvernement de l'État national des canadiens français (sic) et qu'en tant que représentant d'une des deux nations qui forment actuellement la confédération canadienne », il a son mot à dire dans l'élaboration de la politique internationale du gouvernement fédéral. En conséquence, selon le Livre blanc, les étudiants, qui forment une partie intégrante de cette nation, ont par le fait même un rôle international à jouer<sup>34</sup>.

L'argumentaire du Livre blanc définit donc, d'une part, le Québec comme un État-nation, lui attribue des droits et des devoirs, et soutient que ses membres, et particulièrement les étudiants regroupés sous les auspices de l'UGEQ, ont le devoir de prendre position sur les questions internationales<sup>35</sup>. Mais le document va plus loin ; étant donné les limites constitutionnelles qui restreignent le rôle de l'État du Québec sur la scène internationale, le Livre blanc soutient que c'est par ses étudiants que le Québec pourra se prononcer sur les questions internationales<sup>36</sup>.

Pour la première fois, précise le document, un élément de la société québécoise pourra s'exprimer dans le concert international sur des



questions qui jusqu'ici ont été hors du champ d'action du gouvernement de l'État du Québec. Ce qui se passe au Congo, au Chili, devient maintenant notre affaire. Grâce à l'UGEQ, la nation québécoise devient présente globalement au monde, un premier lien est créé<sup>37</sup>.

Le Livre blanc précise ensuite la personnalité internationale de l'UGEQ<sup>38</sup>. Il présente d'abord le monde comme doublement polarisé, est-ouest et nord-sud. Selon le document, « le Québec s'est toujours défini comme appartenant à l'Ouest, mais de plus en plus, il s'en dissocie pour adopter des mesures qui, il y a dix ans auraient été rapidement qualifiées de communistes ». « À pas de tortue, le Québec semble se diriger vers un point milieu entre les deux systèmes. La lutte entre le socialisme et la démocratie semble vouloir se résorber dans un socialisme démocratique. Nous en sommes là<sup>39</sup>. »

Quant au positionnement de l'UGEQ sur la question nord-sud, le Livre blanc souligne que les tensions sont de plus en plus grandes entre les unions du tiers-monde et les centrales. Les premières veulent se créer une personnalité propre, sans avoir à s'aligner sur les positions défendues par les deux centrales. Dans ce contexte, l'UGEQ soutient que le Québec partage des affinités historiques avec les pays du tiers-monde et peut à certains niveaux être considéré comme un des leurs. Le document indique que si les infrastructures économiques et le niveau de vie des Québécois rangent la province parmi les pays industrialisés, en revanche, elle ne contrôle toutefois pas son économie, ni l'exploitation de ses richesses naturelles. Ainsi, selon les termes de référence du Livre blanc, le Québec peut être classé comme un pays riche ou comme un pays pauvre<sup>40</sup>.

Le document souligne enfin que « la colonisation est aussi un processus intellectuel et culturel. La nation colonisatrice y asservit la société colonisée, la dépersonnalise, d'où la création d'un vide. Lorsque le processus de décolonisation est mis en marche, on assiste de la part du pays anciennement colonisé à un rejet du système imposé et à la recherche souvent à tâtons d'une personnalité et d'un être qui lui soit propre<sup>41</sup> ». Le Livre blanc soutient que le Québec vit le même phénomène<sup>42</sup>. Certes la colonisation n'y a pas pris les mêmes aspects qu'ailleurs mais une chose est certaine, indique le document, c'est que le Québec actuellement se cherche. « D'où ces tâtonnements à droite et à gauche dans des domaines aussi différents que l'éducation, l'économie, la planification, les affaires culturelles, le bien-être. » Selon le document, la crise que traverse le Québec en 1965 est essentiellement liée au phénomène de la décolonisation, ce qui explique les difficultés dans lesquelles s'accomplit ce processus de « révolution tranquille<sup>43</sup> ». Le document conclut que c'est cette situation qui fait du Québec un pays du tiers-monde<sup>44</sup>.

Dans ce contexte, le document soutient que le Québec possède les caractéristiques qui lui permettent aussi bien de discuter avec des pays du Nord que de l'Ouest, comme ceux du Sud et de l'Est. Le Québec se situe au carrefour des pôles sociopolitiques et idéologiques internationaux et l'UGEQ, sa composante étudiante, doit profiter de cette situation unique pour relever un important défi qu'elle se lance elle-même, soit « de tenter par tous les moyens d'unifier le monde étudiant<sup>45</sup> ». C'est là, soutient le document, la vocation internationale de l'UGEQ<sup>46</sup>. Le document précise en conclusion que l'UGEQ ne doit pas perdre de vue les préoccupations nationales sous prétexte de s'ouvrir au monde. « La personnalité de l'UGEQ est simple, c'est celle d'être présente et d'essayer de donner et de retirer le plus de sa situation privilégiée de point de rencontre<sup>47</sup>. »

L'analyse que l'UGEQ propose de la situation internationale et de son rôle unique dans l'unité étudiante internationale repose sur une vision théorique et utopiste de la réalité, bien que les caractéristiques qui marquent le Québec des années 1960 lui permettent de croire et d'espérer pouvoir opérer la jonction entre pays riches et pauvres, de combattre l'impérialisme et la discrimination, et de tendre vers l'objectif ultime, soit de contribuer de manière originale à l'établissement de l'unité internationale des étudiants.

La charte, les résolutions adoptées lors du congrès de fondation et le contenu du Livre blanc ont donc clairement défini la réalité internationale, la situation du Québec et le rôle de rassembleur que veut jouer l'UGEQ sur la scène internationale. Les intentions étaient claires. Mais comment l'UGEQ a-t-elle assumé cette mission que le Livre blanc lui donne à partir de 1965 ? Dans quelle mesure l'UGEQ a-t-elle pu relever le défi qu'elle s'était elle-même fixé ?

## LES INTERVENTIONS ET LES OBJECTIFS DE L'UGEQ

De la publication du Livre blanc en 1965 jusqu'à la dissolution du syndicat en 1969, l'UGEQ a pris position et appuyé de nombreuses causes. Par exemple, elle délègue des membres à des conférences internationales, publie des documents de réflexion consacrés aux problèmes étudiants internationaux, appuie les déserteurs américains et envoie son président Pierre Bourbeau s'adresser aux étudiants en grève de l'Université Columbia en mai 1968<sup>48</sup>. Mais un examen attentif de l'ensemble des gestes posés par le syndicat au niveau international pendant cette période montre que ses énergies et ses plus grands efforts de mobilisation ont été orientés principalement vers trois dossiers précis, soit sa reconnaissance au plan international, la dénonciation de la ségrégation raciale aux États-Unis et le soutien à la lutte des pays du tiers-monde contre l'impérialisme.

Dès la fin du congrès de 1965, l'UGEQ poursuit ses démarches afin d'obtenir le statut de membre-associé de l'UIE. En décembre, une requête officielle est déposée lors de la réunion annuelle de l'Union internationale des étudiants tenue à Khartoum au Soudan. Et au cours de l'année 1966, de multiples rencontres<sup>49</sup> entre les dirigeants de l'UIE et de la CIE aboutissent au début janvier 1967 à l'acceptation par les deux centrales internationales de l'UGEQ comme membre-associé<sup>50</sup>.

Mais au début de 1968, le monde étudiant international est secoué par la divulgation des résultats d'une enquête portant sur les relations entre la CIE et la Central Intelligence Agency américaine. L'enquête révèle que les services secrets américains ont depuis plusieurs années, bien qu'indirectement, soutenu financièrement la CIE en échange d'informations sur les activités de l'organisme. L'UGEQ, à titre de membre-associé, ne tarde pas à réagir et adopte dès son congrès de février 1968 une résolution indiquant qu'elle se retire de la CIE<sup>51</sup>, mettant un terme à une collaboration qui durait depuis un an seulement.

L'autre dossier qui retient l'attention de l'UGEQ est le combat que mènent les Noirs contre la ségrégation raciale aux États-Unis. Durant sa première année d'existence, on l'a vu, l'UGEQ a posé des gestes concrets afin de soutenir les Noirs dans leur lutte, notamment en accueillant en 1965 les Freedom Singers et en organisant une manifestation monstre devant le consulat américain à Montréal. Cet intérêt se maintient, notamment par une invitation lancée en 1967 à un dirigeant étudiant américain qui défend la thèse du « Pouvoir noir » aux États-Unis de venir parler aux étudiants du Québec<sup>52</sup> et par l'attention particulière avec laquelle l'UGEQ suit l'évolution de la situation des Noirs aux États-Unis.

Le dernier dossier sur lequel l'UGEQ déploie des énergies est lié à l'établissement des relations plus étroites avec les pays du tiers-monde et principalement avec le Vietnam<sup>53</sup>. En fait, à partir de l'annonce faite le 7 février 1965 du début des bombardements américains sur le Vietnam du Nord, l'implication des Américains au Vietnam suscite de plus en plus de vives réactions et est ouvertement dénoncée par l'opinion publique internationale et par un nombre croissant d'unions étudiantes nationales<sup>54</sup>. Dès ses premiers congrès, l'UGEQ, on l'a vu, a pris position contre la guerre. Mais en juin 1966, l'UGEQ dénonce officiellement l'intervention américaine en Asie du Sud-Est<sup>55</sup>.

À la suite de la décision prise par le bureau chef de l'UIE de faire de la semaine du 10 novembre la semaine internationale des étudiants sous le thème « Solidarité avec le Vietnam », l'exécutif de l'UGEQ propose lors d'une réunion tenue le 14 septembre 1967, comme il l'avait fait en mars 1965 pour la

cause des étudiants espagnols, mais sans succès, que le 17 novembre soit une journée de manifestation<sup>56</sup>. Elle invite chacune des associations régionales et des associations étudiantes universitaires à organiser pour l'occasion des manifestations de masse en faveur de la paix et pour soutenir le peuple vietnamien dans sa lutte<sup>57</sup>. De plus, l'exécutif prend la décision de faire de l'année académique 1967-1968 « l'Année Vietnam », pendant laquelle l'UGEQ planifie l'organisation de nombreux événements afin de sensibiliser la population étudiante à la réalité vietnamienne<sup>58</sup>.

L'UGEQ met beaucoup d'énergie à organiser cet événement. Des communiqués sont diffusés partout au Québec pour inciter les organisations régionales étudiantes à organiser des conférences, des « sit-ins » et même des grèves<sup>59</sup>. Et le 17 novembre 1967, le mot d'ordre de l'UGEQ est suivi. En tout, 23 manifestations ont lieu dans 12 villes du Québec<sup>60</sup>.

Les principales manifestations ont lieu à Montréal et à Québec mais pour la première fois, des villes comme Rimouski, Hull, Saint-Georges de Beauce, Jonquière, Sherbrooke<sup>61</sup>, Nicolet et Trois-Rivières emboîtent le pas<sup>62</sup>. À certains endroits, les étudiants observent une minute de silence ou entament des grèves de la faim. Dans d'autres, ils coordonnent des marches de protestation ou organisent la tenue des premiers « teach-in » au Québec, une pratique initiée par les étudiants américains du Student for Democratic Society (SDS) lors de manifestations tenues à l'Université du Wisconsin contre la guerre du Vietnam le 24 mars 1965<sup>63</sup>.

À l'Université de Montréal et à Sir George Williams University, à Montréal, de même qu'à l'Université Laval à Québec, les « teach-in » attirent entre 400 et 1 000 personnes qui se réunissent pour écouter des conférenciers, principalement des professeurs d'université, critiquer l'implication américaine au Vietnam<sup>64</sup>. À Québec, des étudiants entreprennent une grève de la faim de 24 heures alors qu'une trentaine d'autres marchent pacifiquement devant le consulat américain. En soirée, ce sont près de 800 étudiants qui déambulent dans les rues du Vieux-Québec pour se rendre devant le consulat américain rue Sainte-Geneviève et remettre au consul une lettre condamnant le rôle des États-Unis au Vietnam<sup>65</sup>.

À Montréal, l'UGEQ organise une manifestation devant le consulat américain<sup>66</sup>. Tous les étudiants sont conviés au Carré Dominion à 17 heures. Entre 1 500 et 2 000 répondent à l'appel. Ils empruntent en pleine heure de pointe les rues Dorchester, de la Montagne, Sherbrooke, Côtes des Neiges, puis McGregor où est situé le consulat américain. Les étudiants déambulent en scandant « Johnson assassin », « On veut la paix » et « Le Vietnam aux Vietnamiens<sup>67</sup> ». Une fois le cortège arrivé à destination, Pierre Lefrançois,

président de l'UGEQ, prend la parole. Il souligne que cette manifestation a pour but de soutenir la lutte des Vietnamiens pour leur indépendance<sup>68</sup> et pour exiger l'arrêt immédiat des bombardements, l'application des Accords de Genève, la reconnaissance du Front national de libération du Vietnam (FNL) comme seul représentant du peuple vietnamien et la fin de la complicité du gouvernement canadien dans l'intervention américaine au Vietnam<sup>69</sup>.

Par la suite, Paul Legendre, de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), s'adresse à la foule étudiante. C'est à la fin de son discours que les esprits commencent à s'échauffer. Des contenants de peinture sont lancés par les étudiants en direction de l'édifice consulaire et des projectiles sont décochés vers les policiers à cheval qui doivent assurer l'encadrement de la manifestation. Les policiers réagissent, foncent sur les manifestants et une bagarre éclate entre policiers et étudiants. Des dizaines d'arrestations ont lieu, marquées de part et d'autre par des actes de brutalité. L'échauffourée dure près d'une demi-heure avant que les policiers n'arrivent à prendre le contrôle de la situation<sup>70</sup>. Au terme de cette altercation, 46 étudiants sont arrêtés sous l'accusation d'attroupement illégal et 20 manifestants et 8 policiers sont blessés<sup>71</sup>. Cette manifestation constitue un moment fort dans l'histoire de l'UGEQ. Jusque-là, aucune manifestation organisée par l'UGEQ sur une question relevant de la réalité internationale n'avait mobilisé un nombre aussi considérable de participants dans de si nombreuses régions du Québec<sup>72</sup>.

Si l'UGEQ avait fait de l'année académique 1967-1968 « l'année Vietnam », le syndicat décrète que l'année académique 1968-1969 sera l'Année Québec. Un document émis pour l'occasion par le Bureau des affaires internationales de l'UGEQ, portant le titre *Année Québec – La question nationale*, contient un énoncé politique sur la souveraineté du Québec. Résolument nationaliste, il met l'accent sur le droit à l'autodétermination de tous les peuples et à l'émancipation des pays du tiers-monde. Ce document témoigne clairement de la volonté de l'UGEQ d'internationaliser la question nationale et de lier la situation du Québec à celle des pays du tiers-monde, particulièrement du Vietnam. Le document précise : « L'année 1968-1969, l'Année-Québec, [...] permettra de prendre un certain recul face aux événements et à nos actions passées. Si le syndicalisme étudiant a comme objectif la transformation de la société, il nous faut définir le type de société dans lequel nous aimerions vivre. L'UGEQ s'est déjà prononcée pour l'autodétermination de tous les peuples. Nous avons revendiqué l'émancipation des pays du tiers-monde, le temps est venu de se pencher sur notre situation spécifique et plus particulièrement sur notre statut politique présent et futur<sup>73</sup>. » D'ailleurs, l'exécutif de l'UGEQ prend position pour l'indépendance du Québec au début de 1969.

## L'ENVERS DE LA MOBILISATION

La forte mobilisation des étudiants lors de certaines manifestations pacifistes et antiracistes ne doit pas faire oublier toutefois la difficulté constante à laquelle est confronté l'exécutif de l'UGEQ, qui l'avait ouvertement reconnu dès 1965, de mobiliser assidûment la masse étudiante sur des questions internationales. Après les congrès de 1964 et de 1965 au cours desquels la réalité internationale avait occupé une place importante, les questions internationales sont graduellement écartées des discussions lors des congrès subséquents au profit de questions relatives à la réalité étudiante universitaire. Lors du congrès tenu en février 1967, l'essentiel des discussions qui animent les délégués tourne autour de la gratuité scolaire, la qualité de l'enseignement et des débouchés pour les étudiants. Dans le rapport annuel du Bureau exécutif qu'il soumet à l'assemblée, le président Robert Nelson ne fait qu'une seule allusion à la réalité internationale, signalant qu'« au plan international, l'UGEQ a été acceptée comme membre de l'UIE et de la CIE<sup>74</sup> ». Et lors du troisième congrès tenu en février 1968 à Montréal, une seule résolution à caractère international est discutée, soit le retrait de l'UGEQ de la CIE en marge du scandale qui l'a étroitement liée aux services secrets américains.

L'exécutif de l'UGEQ continue néanmoins à prendre position sur des questions étudiantes internationales, notamment lors des révoltes étudiantes qui éclatent en France en mai 1968. Dès le 11 mai, le bureau exécutif de l'UGEQ fait parvenir aux étudiants de l'Union nationale des étudiants français (UNEF) un télégramme d'appui dans lequel l'UGEQ souligne que la lutte des étudiants français concernant la réforme de l'enseignement supérieur ressemble à celle que mène l'UGEQ<sup>75</sup>. En guise de soutien aux étudiants français, l'UGEQ organise le 7 juin une manifestation de solidarité devant le consulat français, Place de la Bourse. Cette manifestation, qui rallie à peine 150 étudiants, s'inscrit moins dans la mouvance révolutionnaire qui caractérise alors le mouvement étudiant-ouvrier français que dans le cadre d'une critique du système de l'éducation au Québec<sup>76</sup>.

En août 1968, l'UGEQ organise une « semaine syndicale » afin de réunir tous les dirigeants étudiants pour faire le point sur la situation étudiante québécoise<sup>77</sup>. L'UGEQ avait annoncé la participation à cet événement de Jacques Sauvageau, un des dirigeants de Mai 68 en France et vice-président de l'UNEF. Une rumeur voulait même que Daniel Cohn Bendit, l'une des figures de proue de Mai 68 en France, soit également présent. Mais aucun des dirigeants français attendus ne s'est présenté. C'est plutôt Pierre Dubé, un étudiant représentant des Jeunesses communistes révolutionnaires, mouvement particulièrement actif lors des grèves en mai en France, qui est venu prendre la parole le 25 août 1968 devant les étudiants<sup>78</sup>.

L'Année Québec s'amorce avec le déclenchement en octobre 1968 d'un mouvement de grèves qui touchent 15 des 23 cégeps du Québec récemment créés et quelques départements universitaires. Les étudiants sont l'objet de répression de la part des administrations collégiales et réintègrent leurs institutions au début de décembre. Cette grève déborde de beaucoup l'UGEQ qui est aux prises avec de profondes divisions politiques<sup>79</sup>. L'Union est en proie à des défections. Les associations étudiantes de l'Université de Montréal et de l'Université Laval se sabordent en mars 1969, geste qui sera imité par l'exécutif de l'UGEQ quelques jours plus tard lors du Congrès tenu du 12 au 16 mars à l'Université Laval.

## CONCLUSION

Dès le congrès de fondation de l'UGEQ, les dirigeants étudiants reconnaissent l'importance des questions internationales et l'urgence de se situer sur la scène mondiale. La publication du Livre blanc sur l'internationalisation en 1965 en constitue une preuve tangible. En plus d'exposer la problématique internationale étudiante, le document inscrit le Québec dans la réalité politique multipolaire et situe l'UGEQ au carrefour de cette réalité internationale en l'investissant d'une mission, d'un rôle unique, soit de se substituer à l'État du Québec pour lui donner une voix et agir dans l'intérêt de l'unité étudiante internationale et du Québec.

L'UGEQ caressait de grandes ambitions pour le mouvement étudiant québécois sur la scène internationale. Le syndicat étudiant s'est largement inspiré des principes idéologiques émis dans les documents fondateurs pour orienter principalement son action vers le pacifisme, la déségrégation, la décolonisation et la lutte contre l'impérialisme. Bien que l'UGEQ ait appuyé de nombreuses causes étudiantes, trois dossiers ont mené à des démarches concrètes. Il s'agit de l'adhésion comme membre-associé aux grandes centrales internationales, la mobilisation contre la discrimination raciale aux États-Unis et le soutien tangible à des pays du tiers-monde.

Dans le premier cas, l'UGEQ a réussi à adhérer à ces centrales et à profiter de ces forums pour faire connaître aux autres unions nationales la situation du Québec. Dans le second, la manifestation du 23 mars 1965 contre le racisme aux États-Unis a été un grand succès qui a non seulement mobilisé le monde étudiant mais aussi apporté la crédibilité dont l'UGEQ avait besoin pour réussir à devenir le syndicat rassembleur qu'elle voulait être. Dans le dernier cas, la dénonciation de la situation qui prévalait au Vietnam et les efforts mis de l'avant par l'UGEQ pour mobiliser les étudiants lors de la manifestation du 17 novembre 1967 ont donné des résultats positifs.

Le soutien à ces causes n'est pas innocent. Les dirigeants de l'UGEQ, dont le nationalisme est connu, poursuivaient plusieurs objectifs en cherchant à mobiliser leurs membres sur ces questions. L'UGEQ désirait d'une part dénoncer l'impérialisme, la discrimination raciale et la colonisation sous toutes ses formes. Mais d'autre part, les membres des exécutifs de l'UGEQ ont cherché à prendre appui sur l'actualité internationale pour mobiliser leurs membres sur la question nationale. On cherchait du côté de l'UGEQ à conjuguer nationalisme et internationalisme. L'UGEQ désirait associer la cause du Québec à celle des pays colonisés. Elle désirait éveiller la conscience des étudiants québécois en les sensibilisant aux inégalités et à l'exploitation dont étaient victimes ces pays et tabler sur une solidarité internationale pour d'une part, combattre un même ennemi, soit l'impérialisme anglo-américain, et d'autre part, mobiliser les étudiants afin de sortir le Québec de son isolement pour l'insérer dans une problématique plus large de la décolonisation qui commandait comme solution l'indépendance politique.

Cet intérêt des différents exécutifs de l'UGEQ face aux événements internationaux n'a jamais toutefois été véritablement partagé par la masse étudiante. Déjà en 1965, l'exécutif notait le peu d'intérêt des étudiants pour ces questions. Et le contenu des échanges lors des congrès suivants a confirmé la tendance. Les étudiants québécois ont certes participé massivement aux manifestations organisées par l'UGEQ contre la discrimination raciale aux États-Unis et contre la guerre au Vietnam. Mais ces questions transcendaient largement les frontières du Québec et mobilisaient un nombre croissant d'individus, étudiants ou non, et procédaient plus chez les étudiants québécois d'une volonté de participer à un mouvement qui créait un consensus international que d'une prise de conscience de leur propre situation sociopolitique.

En fait, dès 1967, les questions internationales ne génèrent plus l'intérêt manifesté lors des premières années d'existence de l'UGEQ. Et même les exécutifs se font plus timides sur ces questions. Les étudiants s'en tiennent à des revendications pratiques (droits de scolarité, qualité de l'enseignement, etc.) et les mots d'ordre des dirigeants sur les questions internationales ou de solidarité étudiantes sont beaucoup moins suivis. Le corporatisme des étudiants a mis à distance le processus de conscientisation que voulaient mettre en branle les dirigeants de l'UGEQ à propos des questions internationales.

Le Livre blanc sur l'internationalisation et les causes que soutient l'UGEQ présentent donc une idée précise de la pensée des dirigeants étudiants dans les années 1960 au sujet de l'international. À la fois indépendantiste, socialiste, utopiste et missionnaire, l'UGEQ a voulu internationaliser la question nationale afin de sensibiliser et orienter l'action étudiante vers l'objectif ultime, soit l'unité des étudiants et l'indépendance du Québec.



Si les dirigeants de l'UGEQ ont contribué à éveiller la conscience internationale des étudiants sur certains dossiers qui relevaient de toute façon de l'international, ils ne semblent pas avoir réussi à les mener là où ils voulaient, soit à poser des gestes concrets et soutenus visant à sortir le Québec de sa situation de dépendance politique.

## NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Plusieurs études ont été réalisées sur le mouvement étudiant québécois dans les années 1960. Voir notamment Pierre Bélanger, *Le mouvement étudiant québécois : son passé, ses revendications et ses luttes, (1960-1983)*, Montréal, ANEQ, 1984 et le numéro spécial de la revue *Recherches sociographiques* de 1972, qui regroupe plusieurs articles consacrés à différents aspects du mouvement étudiant des années 1960. Notons qu'aucune étude n'a jusqu'ici traité spécifiquement de l'internationalisation de l'UGEQ.
2. Claude Charron et Pierre Bédard, *Les étudiants québécois. La contestation permanente*, s. l., 1969, p. 12. Notons que la création prochaine du ministère de l'Éducation du Québec, le refus de la FNEUC de lutter en faveur de la gratuité universitaire et son orientation pancanadienne amènent également les étudiants québécois à remettre en cause leur affiliation.
3. La Presse étudiante nationale (PEN) s'occupe depuis le début des années 1960 de représenter activement les membres des diverses associations étudiantes du Québec au niveau international. En 1962, Robert Gratton, le président de la PEN, participe à la Conférence de Hambourg en Allemagne. La PEN entretient des relations avec les grandes centrales étudiantes d'obédience communiste ou capitaliste, soit l'Union internationale des étudiants et la Conférence internationale des étudiants, et échange son bulletin avec les grands médias d'information d'étudiants à l'étranger. Voir Madeleine Gauthier, « Le mouvement étudiant des années soixante comme aspect du mythe de la Révolution tranquille au Québec », dans R. Hudon et B. Fournier, *Jeunesses et politiques*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1994, p. 233-255 et p. 238.
4. Paul R. Bélanger et Louis Maheu, « Pratique politique étudiante au Québec », *Recherches sociographiques*, septembre-décembre 1972, vol. 13, n° 3, p. 309-342 et p. 327.
5. Serge Joyal en est le président. Y sont représentés : l'AGEUM, l'AGEL, l'OGESQ, la FAGECCQ, l'AEI et la FNQ. Bernard Landry, à titre de président de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal est membre de ce comité.
6. Bélanger et Maheu, *loc. cit.*, p. 327.

7. Archives de l'Université de Montréal, Fonds P 168. Boîte 4058, chemise « UGEQ, documents de fondation, 1<sup>er</sup> Congrès », Charte de l'UGEQ. Ci-après Archives de l'UGEQ.
8. Archives de l'UGEQ, Boîte 4058, chemise « UGEQ, documents de fondation, 1<sup>er</sup> Congrès ». Daniel Latouche, *Livre blanc sur l'internationalisation de l'UGEQ*, Montréal, s. l., s. d., 1965, s. p. La pagination originale est absente. Le document compte 97 pages et l'avant-dernière page est manquante. Nous avons paginé le document à partir de la page couverture.
9. Lors du congrès de fondation, un des délégués étudiants, Richard Guay, laisse entendre dans son discours de présentation la possibilité que naisse une troisième association étudiante internationale en marge des deux grandes centrales enlignées et à laquelle l'UGEQ pourrait adhérer. *Le Devoir*, 16 novembre 1964, p. 1 et 7.
10. Les vice-présidents aux Affaires internationales furent Daniel Latouche, de septembre 1965 à septembre 1966 alors qu'il démissionne, André Saicans, du 10 octobre 1966 au 15 juillet 1967 alors qu'il démissionne, Victor Rabinovitch, du 1<sup>er</sup> juillet 1967 à février 1968, puis Claude Charron, de février 1968 à la dissolution de l'UGEQ au printemps 1969.
11. Daniel Latouche rédige seul ce Livre blanc. Échanges avec D. Latouche, décembre 2006.
12. Latouche, *op. cit.*, p. 7.
13. *Ibid.*
14. Latouche souligne que le contenu du document fut l'objet de débats par certains qui le trouvaient trop « castriste ». Échanges avec D. Latouche, décembre 2006.
15. Le Livre blanc propose aussi une structure de fonctionnement du bureau international au niveau national et régional.
16. Latouche, *op. cit.*, p. 41.
17. Archives de l'UGEQ, boîte 4057.
18. Latouche, *op. cit.*, p. 12.
19. L'adhésion de l'UGEQ à la Confédération internationale pour le désarmement et la paix a lieu au début de 1965.
20. Archives de l'UGEQ, boîte 4053, chemise UGEQ, Bilan provisoire des activités, 23 juin 1966.
21. Latouche, *op. cit.*, p. 12.
22. *UGEQ-Information*, vol. 1, n<sup>o</sup> 2, février 1965.
23. Archives de l'UGEQ, boîte 4053.
24. *Ibid.*
25. *Le Devoir*, 24 mars 1965, p. 1. *La Presse* dénombre 1 500 participants, *Le Devoir*, 2 000, l'UGEQ, 3 000 et la Canadian Press, 4 000.
26. Avant se disperser en entonnant l'hymne intégrationniste « Oui nous allons vaincre » (*We shall overcome*), les étudiants déposent dans un drapeau du Québec,

déployé en forme de sac, des dons en argent qui sont destinés à la Caisse des organisations luttant contre la discrimination raciale aux États-Unis. La somme de 350 dollars fut alors recueillie. *La Presse*, 24 mars 1965, p. 7.

27. *La Presse*, 24 mars 1965, p. 7.

28. Pierre Bélanger, *op. cit.*, section 1965-1967, non paginé.

29. Latouche, *op. cit.*, p. 15.

30. *Ibid.*, p. 43.

31. *Ibid.*, p. 46.

32. *Ibid.*

33. *Ibid.*, p. 47. Ces propos rejoignent à peu de choses près le contenu de la doctrine Gérin-Lajoie émise en 1965, qui soutenait que le Québec avait le droit de signer des accords internationaux dans les champs de compétence inscrits dans la constitution.

34. *Ibid.*, p. 47.

35. *Ibid.*, p. 8.

36. *Ibid.*, p. 48.

37. *Ibid.*, p. 48.

38. *Ibid.*, p. 48.

39. *Ibid.*, p. 49. C'est la thèse que développent plusieurs politologues, notamment Maurice Duverger.

40. *Ibid.*, p. 54.

41. *Ibid.*, p. 54.

42. *Ibid.*, p. 54.

43. *Ibid.*, p. 54.

44. *Ibid.*, p. 55.

45. *Ibid.*, p. 56.

46. *Ibid.*, p. 55-56.

47. *Ibid.*, p. 57.

48. À la fin août 1966, Édouard Cloutier, de l'AGEUM, assiste comme représentant de l'UGEQ au XIX<sup>e</sup> Congrès national de la United States National Student Association. Archives de l'UGEQ. Son rapport, souvent demandé, n'a pas, semble-t-il, été produit. Boîte 4055, chemise correspondance AGEUM. L'UGEQ publie régulièrement à partir de mai 1966 des documents de réflexion consacrés aux problèmes étudiants internationaux. Ces documents se veulent des exposés à la fois théorique et pratique de la situation de l'UGEQ face à ces problèmes, visant à familiariser les étudiants à la réalité internationale. Archives UGEQ, boîte 4056. En décembre 1966, l'UGEQ donne son appui aux déserteurs américains qui refusent de combattre au Vietnam. Quant aux moyens à prendre pour soutenir ces déserteurs, André Saicans, nouveau vice-président aux Affaires internationales de l'UGEQ, tient à préciser « qu'il ne s'agit pas pour nous de réagir de façon disproportionnée ». Il pro-

pose que le soutien apporté par les différentes organisations de l'UGEQ « puisse prendre la forme de lettre de sympathie ou l'observation d'une minute de silence pour appuyer l'action des déserteurs américains ». Archives de l'UGEQ, boîte 4055, chemise Correspondance AGEUM. Enfin, Pierre Bourbeau se rend à la Columbia University à New York pour y faire un discours le 7 mai 1968 devant les étudiants américains. Archives de l'UGEQ, boîte 4054, procès-verbal d'une réunion tenue au Collège des Jésuites, 11 mai 1968.

49. Archives de l'UGEQ, boîte 4054, Divers. Une rencontre a lieu le 30 janvier et une autre le 23 juin 1966.

50. Archives de l'UGEQ, boîte 4055, congrès février 1967.

51. Archives de l'UGEQ, boîte 4053, Procès verbal du 3<sup>e</sup> congrès annuel, Montréal, 21 au 25 février 1968.

52. Archives de l'UGEQ, boîte 4054, 2 février 1967. Correspondance entre V. Rabinovitch de l'UGEQ et C. Larivière de l'AGEUM.

53. Notons que les relations avec Cuba intéressent également l'UGEQ. Dès le premier congrès de l'UGEQ tenu en 1965, l'organisation avait invité deux étudiants cubains, soit Francisco Dorticos, vice-président aux Affaires internationales de la Fédération étudiante universitaire de Cuba (FEUC) et José Venagas, vice-président de l'UIE, à assister aux délibérations et à adresser la parole aux délégués. Quelques mois plus tard, soit en juin 1966, le vice-président aux Affaires internationales, D. Latouche, sur invitation de la FEUC, séjourne deux semaines à Cuba pour rencontrer les étudiants cubains et raffermir les liens. Dans le rapport qu'il remet à l'exécutif à son retour, Latouche indique que son séjour fut très profitable et enrichissant. Il souligne que les Cubains sont très reconnaissants envers le Canada qui a maintenu ses liens avec Cuba depuis la révolution et indique que les étudiants cubains sont tous disposés à maintenir et développer ces relations. Latouche souligne toutefois que beaucoup de travail reste à faire afin de mieux faire connaître le Québec aux Cubains. Pour y contribuer, un système d'échanges d'étudiants est mis sur pied par l'UGEQ et dès le mois de septembre 1967, des groupes d'étudiants séjournent quelques semaines à Cuba et au Québec afin de consolider les relations de coopération mutuelle. Archives de l'UGEQ, boîte 4053, chemise UGEQ, Compte rendu d'un voyage à Cuba en mars 1966 par D. Latouche, 1<sup>er</sup> juin 1966, Archives de l'UGEQ, boîte 4055, chemise Procès-verbal de réunion, Collège Loyola, 22 juillet 1967.

54. Caroline Rolland-Diamond, *Students for A Democratic Society*, <http://ipr.univ-paris1.fr/spip.php?article246>. Centre de recherche en histoire des relations internationales, Université de Paris.

55. Archives de l'UGEQ, boîte 4053, chemise UGEQ. En décembre 1966, le Comité pour la paix et l'autodétermination du Vietnam, qui regroupe une vingtaine d'organisations politiques et apolitiques, présente au premier ministre du Québec Daniel Johnson un mémoire portant sur la situation au Vietnam. Le comité, présidé par André Saicans, vice-président aux affaires internationales de l'UGEQ, lie

étroitement la situation du Québec à celle du Vietnam et soutient le droit du peuple vietnamien dans sa démarche vers l'autodétermination. Les signataires du mémoire pressent le gouvernement de contribuer à la recherche d'une solution juste et pacifique du conflit vietnamien, conformément aux intérêts de la population du Québec. Archives de l'UGEQ, boîte 4057, chemise Divers.

56. Archives de l'UGEQ, boîte 4055, procès-verbal de réunion tenue à Saint-Liguori, 14 septembre 1967.

57. *La Presse*, 15 novembre 1967, p. 67.

58. Dès la fin du mois de septembre 1967, à l'invitation de l'UGEQ, trois étudiants vietnamiens séjournent au Québec pour raffermir les liens entre les étudiants québécois et vietnamiens. Ces derniers félicitent les membres de l'UGEQ pour leur indéfectible soutien. Ils doivent toutefois retourner au Vietnam au début d'octobre, sans pouvoir assister à la manifestation qui se prépare en appui à leur cause. *La Semaine de l'UGEQ*, vol. 3, n° 2, 22-28 septembre 1967 ; *La Semaine de l'UGEQ*, vol. 2, n° 4, 6-12 octobre 1967.

59. *La Semaine de l'UGEQ*, vol. 2, n° 6, 20-28 octobre 1967.

60. *Le Devoir*, 18 novembre 1967, p. 1. À l'exception des étudiants de l'Université Bishop, les étudiants de toutes les autres universités québécoises organisent une activité pour l'occasion.

61. Pierre Bélanger, *op. cit.*, n. p. Notons que la manifestation à Sherbrooke se produit le 14 novembre 1967. Les étudiants de Sherbrooke veulent prendre leur distance face à la volonté de l'UGEQ de reconnaître le FNL du Vietnam comme seul interlocuteur valable. *La Presse*, 15 novembre 1967, p. 17, et 18 novembre 1967, p. 1 et 2.

62. *Le Devoir*, 18 novembre 1967, p. 1.

63. Le 24 mars 1965, le premier « teach-in » est organisé à l'Université du Wisconsin. Voir Marie-Christine Granjon, « La nouvelle gauche étudiante et la guerre », dans Jean-Robert Rougé, *L'Opinion américaine devant la guerre du Vietnam*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1992, p. 41-54 et p. 47.

64. Les conférenciers invités à l'Université de Montréal sont Robert Garry, Luc Racine et Michel Brûlé de l'Université de Montréal, Léandre Bergeron et André Gunder Frank de Sir George Williams et Michel Van Schendel. *Le Devoir*, 18 novembre 1967, p. 7.

65. *La Presse*, 17 novembre 1967, p. 1 ; *Le Soleil*, 18 novembre 1967, p. 13.

66. Le journal *La Presse* indique que 1 500 étudiants ont participé à la manifestation. *La Presse*, 18 novembre 1967, p. 1.

67. *Le Devoir*, 20 novembre 1967, p. 2.

68. *La Presse*, 18 novembre 1967, p. 1.

69. *La Semaine de l'UGEQ*, vol. 2, n° 10, 17 au 23 novembre 1967.

70. Les bagarres sont si violentes qu'un journaliste de *La Presse* qui observe la scène la compare à l'émeute qui eut lieu au Forum en 1955 lors de l'affaire Maurice Richard. *La Presse*, 18 novembre 1967, p. 1.

71. *Ibid.*

72. Le 5 décembre 1967, l'exécutif de l'UGEQ reçoit une lettre des étudiants sud-vietnamiens pour le remercier de son engagement. Archives de l'UGEQ, boîte 4053, 3<sup>e</sup> Congrès de l'UGEQ, lettre signée par Train Bien Kieim, président du comité exécutif de l'Union des étudiants pour la libération du Sud-Vietnam, et datée du 30 novembre 1967.

73. Archives de l'UGEQ, boîte 4053, chemise Congrès 1968. On risque peu d'attribuer cette citation à Claude Charron, alors vice-président aux Affaires internationales.

74. Archives de l'UGEQ, boîte 4055, Congrès février 1967.

75. Archives de l'UGEQ, boîte 4054, procès-verbal d'une réunion tenue au Collège des Jésuites, 11 mai 1968.

76. Archives de l'UGEQ, boîte 4059, chemise UGEQ-UIE-CIE. Les élites étudiantes réagissent également lors du « coup de Prague » en août 1968 et organisent une manifestation devant le consulat soviétique qui réunit toutefois à peine 250 participants. *Le Devoir*, 22 août 1968, p. 2. et 25.

77. Cette semaine syndicale a lieu du 26 au 30 août à Sainte-Anne de Bellevue.

78. *Le Devoir*, 5 août 1968, p. 3.

79. Précisons ici que l'UGEQ traverse deux phases de développement au cours des années 1960. Une première visant la structuration des rapports sociaux caractérisée par la participation aux structures universitaires et l'organisation de manifestations pour appuyer ses revendications. Les exécutifs qui sont remplacés à chaque congrès soutiennent le gouvernement libéral avec qui ils collaborent sur plusieurs dossiers, prennent position sur de nombreux événements nationaux et internationaux tout en revendiquant de nouveaux droits pour les étudiants. La seconde, qui mène à l'éclatement de l'Union en 1969, est marquée par une forte critique de la collaboration avec les instances gouvernementales, un radicalisme dans le discours et un fractionnement du mouvement entre les tendances nationaliste, socialiste-spontanéiste et internationaliste. Gauthier, *loc. cit.*, p. 245.